



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LUNDI 10 JUILLET 2017

NUCLEAIRE : LE GOUVERNEMENT ANNONCE ENFIN DU CONCRET

Ce lundi 10 juillet Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire, s'est engagé à respecter la loi sur la transition énergétique qui vise à ramener de 75% à 50% la part de l'atome dans la production d'électricité d'ici 2025. Il a même précisé que cet objectif avait pour conséquence la fermeture inéluctable de 17 réacteurs. Pour France Nature Environnement, cette annonce, plutôt cohérente avec les objectifs de la Loi, doit être le fil conducteur de la prochaine programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

Plus d'une vingtaine de réacteurs doivent fermer d'ici 2025

C'est ce que plusieurs acteurs demandent au vu des objectifs de la loi Energie, des aspects économiques inquiétants de la filière nucléaire et de la stagnation actuelle de la consommation électrique qui met la France en situation de surcapacité depuis de nombreuses années. Ainsi, déjà en 2016 lors de la préparation de la PPE, [FNE et plusieurs ONG constataient que 20 à 30 réacteurs devaient fermer d'ici 2025](#) pour respecter les objectifs de la loi Energie. La Cour des comptes de son côté, pointait aussi en 2016 la nécessité de fermer 17 à 20 réacteurs. Pour **Fabien Veyret, responsable bénévole Energie**, « ces données ont toujours suscité le déni du gouvernement, empêchant la filière de se projeter dans un avenir autre que celui de la surproduction. L'annonce de Nicolas Hulot est une avancée sérieuse pour commencer à concrétiser les objectifs de la loi (et promesse du Président) mais aussi anticiper les mutations professionnelles de ce secteur et accompagner les territoires. »

La PPE doit transcrire cette ambition pour être crédible

La PPE ne pourra être considérée comme un outil sincère de pilotage de la politique énergétique et de la concrétisation de la loi Energie que si elle acte la baisse de la puissance nucléaire installée, condition nécessaire pour faire de la place aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique dans le mix électrique. L'Etat doit donc fixer une feuille de route claire et chiffrée dans la PPE pour qu'EDF puisse ensuite la décliner dans son plan stratégique. « Ce plan stratégique a été retoqué par Ségolène Royal juste avant les élections présidentielles parce qu'il ne correspondait pas aux attendus de la loi. [La PPE établie en 2016 était d'ailleurs assez floue, voire incohérente, sur la partie nucléaire, tout comme le récent plan climat présenté début juillet](#) » rappelle **Fabien Veyret**.



FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

Fessenheim et le dangereux EPR de Flamanville, un destin à délier

En avril, la ministre Ségolène Royal publiait enfin le décret de fermeture de Fessenheim. Fermeture malheureusement conditionnée à la mise en service de l'EPR de Flamanville. Ce réacteur de nouvelle génération en est à 6 années de retard et à plus de 10 Md d'euros de budget au lieu des 3 initiaux. A cela s'ajoute le scandale des anomalies. La cuve de l'EPR, touchée par ces anomalies, ne devrait pas entrer en service mais l'ASN vient de donner un 1^{er} avis positif à condition que le couvercle de la cuve soit changé en 2024. Pour **Fabien Veyret**, « *c'en est trop ! France Nature Environnement demande que les travaux de l'EPR soient stoppés. Trop coûteux et trop dangereux, l'EPR est une fuite en avant de l'industrie nucléaire. La fermeture de Fessenheim, quant à elle, ne peut subir ce chantage. La plus vieille centrale de France, dont les réacteurs sont fréquemment hors service, doit fermer et devenir une vitrine du démantèlement à la française.* »

Pour **Michel Dubromel, président de FNE**, « *Au lieu de persister à maintenir sous perfusion une filière industrielle en échec, l'Etat doit préparer la transition environnementale, sociale et industrielle de la filière nucléaire et promouvoir une filière d'excellence du démantèlement qui permettrait de maintenir et créer de nouveaux emplois. La transition énergétique doit être réfléchie et non subie. La PPE doit être le reflet de cette volonté politique. Tout ceci ne sera possible évidemment que si le principal gisement d'économie d'énergie, la rénovation des bâtiments, est exploité avec les moyens économiques et réglementaires les plus ambitieux.* »

[Lire le dossier « Les contre-vérités du nucléaire »](#)

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. C'est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 73 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur fne.asso.fr, Facebook et Twitter (@FNEasso).